

Rencontre d'échanges avec les différentes structures du parti UNIR

Affoh Atcha-Dédji mobilise les troupes à Blitta

Page 4



Renforcement de la protection sociale au Togo :

L'AFD joue sa partition aux côtés des populations vulnérables

Page 2



Le DIALOGUE

N° 0241 du 26 Janvier 2022

Hebdomadaire togolais d'informations, d'analyse et de publicité.

Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC - Prix : 250F CFA

Examen Périodique Universel:



Page 3

Les efforts du Togo en matière des droits de l'homme salués

DISTRIBUTION DE CASH À 2 000 MÉNAGES VICTIMES DES INONDATIONS AU TOGO :

Le PAM lance les opérations dans la Maritime, Kara et Savanes

P.5



AMÉLIORATION DU TRANSPORT ROUTIER URBAIN

Page 4

22 bus neufs réceptionnés par la SOTRAL



SOINS GRATUITS AU PROFIT DE TROIS CENTS ENFANTS À DJAKPLÉMÉ (VO) :



AIMES-AFRIQUE s'y engage avec son projet "AMZA"

P.7

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES AU TOGO

EBOMAF démarre les travaux de la route Adidogomé-Ségbé

Depuis son accession à la magistrature suprême, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a placé parmi ses priorités la politique des infrastructures routières. Nombreuses sont ces routes qui ont été construites ou réhabilitées au Togo sous l'autorité avisée du Président Faure Gnassingbé.

Lomé étant la capitale du Togo où il y a une

forme concentration humaine, le gouvernement consacre ses énergies pour réhabiliter les principales voies afin de favoriser une certaine fluidité de la circulation.

Très défectueuse depuis un certain temps, la route Adidogomé-Ségbé suscite intérêt au sein de l'opinion allant même à des critiques acerbes pour jeter du discrédit sur les autorités du pays. Dans sa poli-

tique d'infrastructures routières, le gouvernement a instruit Mme la ministre des travaux publics Zouréhatou Kassa-Traoré qui a procédé au lancement officiel de la réfection de cette route il y a des quelques semaines. Ainsi, depuis la semaine dernière, les choses se précisent et les lignes ont commencé par bouger sur ce tronçon où l'on peut apercevoir le déploiement



La délégation officielle sur le chantier

de l'équipement de l'entreprise Bonkougou Mahamadou et Fils (EBOMAF) pour le démarrage des travaux. Il s'agit selon

les informations du démarrage des travaux préparatoires qui prend corps.

Le démarrage de ces travaux préparatoires a connu la présence des responsables de l'EBOMAF au Togo ainsi qu'une délégation de la mairie du Golfe-7, conduite par le maire Aimé Koffi Djikounou et une mobilisation des usagers et riverains.

" Nous avons déjà commencé la sensibilisation et elle sera intensifiée cette semaine pour que nos citoyens puissent faciliter le passage des engins du groupe EBOMAF ", a expliqué le maire du golfe7

Ainsi les autorités communales invitent les occupants à faciliter les conditions aux techniciens de la société.

KADI

Elom

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE AU TOGO : L'AFD joue sa partition aux côtés des populations vulnérables

Le ministre de l'Economie et des Finances et l'Agence Française de Développement (AFD) au Togo ont signé le 21 janvier 2022, un accord de financement pour le Projet Filets Sociaux et Services de Base-Novissi. Le but visé par cet accord, est de répondre aux besoins immédiats des populations togolaises en matière de secours et de relèvement et à long terme d'assurer la protection sociale.

L'accord porte sur un financement de 10 millions FCFA et vise à répondre aux besoins immédiats des populations togolaises en matière de secours et de relèvement et à long terme de protection sociale. Cette nouvelle subvention constitue le complément de don d'un montant de trois millions (3 000 000) d'euros que la République Française a accordé au gouvernement togolais pour mieux soutenir le programme de revenu universel de solidarité



Signature de l'accord de don

NOVISSI. Un geste qui a permis d'apporter une réponse d'urgence aux conséquences immédiates de la crise sanitaire.

Dans la même dynamique, le nouveau financement, dans une démarche de moyen terme, contribuera à mieux répondre aux conséquences économiques engendrées par la crise sanitaire. Ce financement, sera dirigé vers les plus vulnérables dans le souci de renforcer le système de protection sociale dans le pays. Notons qu'il va étendre l'accès aux transferts monétaires à 45 000 nouveaux bénéficiaires, dont les plus vulnérables

recevront 15 000 FCFA par trimestre pendant 18 mois. Rappelons que ces bénéficiaires, dont 75% en milieu rural et 25 % en milieu urbain, seront identifiés dans les 100 cantons ruraux les plus pauvres et les quartiers précaires des zones urbaines. Au total, ils seront très bientôt au nombre de 125 000 ménages à pouvoir bénéficier de ces transferts monétaires après la phase d'identification. Par rapport à ce financement de l'AFD, qui est en parfaite cohérence avec la feuille de route gouvernementale du Togo d'ici 2025 et qui met fortement l'accent sur la

promotion de l'inclusion sociale, le ministre Sani Yaya rassure les uns et les autres sur son utilisation transparente.

Pour la concrétisation de cet accord, il n'a pas manqué de remercier au nom de l'exécutif togolais, Madame l'Ambassadrice de la France au Togo et Monsieur le Directeur de l'AFD au Togo pour le soutien constant en faveur des actions de développement initiées par le Gouvernement togolais.



EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL:

Les efforts du Togo en matière des droits de l'homme salués

Depuis le 19 janvier dernier, une délégation officielle togolaise conduite par le ministre des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République, Christian Trimua, séjourne à Genève en Suisse dans le cadre de la 40e session de l'Examen Périodique Universel (EPU). Le 24 janvier 2022, le Togo a présenté son rapport sur la situation des droits de l'homme devant le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Les travaux concernant cette 40e session prendront fin le 04 février prochain. Le passage du Togo a permis aux états de saluer ses efforts dans



divers domaines à savoir les droits des femmes, l'autonomisation, amélioration de l'accès à l'éducation pour ne citer que ces domaines.

Le Togo a été également salué pour ses efforts menés en faveur des droits des femmes, notamment en matière: - d'autonomisation; - de participation à la vie politique, notamment aux

élections, l'amélioration de l'accès à l'éducation, la lutte contre la traite des enfants. Il en est de même pour les efforts consentis par l'Etat en matière de la décentralisation et d'harmonisation des lois, de la protection sociale et de la santé; de la lutte contre la propagation de la Covid-19 à travers des mesures de dépistage et de vaccination.

Dans le même sillage, les états membres ont salué les efforts du Togo qui ont contribué à la réduction de la pauvreté et l'impact de la Covid-19, notamment grâce à son plan national de développement sanitaire; de nouer un dialogue avec les partis politiques d'opposition, de réformer le code électoral.

Rappelons que, l'Examen Périodique Universel (EPU) est un mécanisme unique du Conseil des droits de l'homme ayant pour but d'améliorer la situation des droits de l'homme dans chacun des 193 États membres des Nations Unies. La 40e session de l'EPU devait initialement se tenir en novembre 2021, mais a été reportée en raison des mesures liées à la pandémie du coronavirus.

L'EPU est également une rencontre des pairs pour évaluer ce qui a été fait dans chaque pays par rapport aux questions liées au droit de l'homme, les analyser puis donner des orientations pour l'amélioration de ces questions dans les Etats membres. Ce n'est donc pas un tribunal pour juger et condamner un Etat membre. Ce qui explique que, tous les Etats membres, petits ou grands sont concernés par cette évaluation et ce sont les comités mis en place par le conseil qui évaluent. L'intérêt de l'EPU reste les recommandations qui sont des défis à relever en matière des droits de l'homme au niveau de chaque pays avec le principe de l'acceptation et non de l'obligation.

La Rédaction

CPC, RÉFORMES POLITIQUES ET CONTENTIEUX ÉLECTORAL

Quand Brigitte Adjamagbo-Johnson verse dans la diversion

L'opposition togolaise aux prises avec ses propres bourdes, on ne finira d'en parler. Certes un pays qui aspire à la démocratie ne peut déroger à la règle de voir les partis politiques jouer le rôle de contre-pouvoir. Ce sont les fondamentaux d'une démocratie reconnus de tous. Le pouvoir doit arrêter le pouvoir, pour paraphraser J.J Rousseau. Cependant, lorsque dans un pays il y'a une myriade de partis politiques dans aucune orientation convaincante, c'est le pouvoir qui a le vent en poupe. Le Togo, petit pays par sa superficie dispose de plus de 110 partis politiques. Cette situation doit donner matière à réflexion aux bonnes consciences qui cherchent l'intérêt supérieur de la nation.

Mais au grand dam du peuple qui aspire au changement, les leaders politiques versent plutôt dans la délation, la diversion pour espérer avoir droit au chapitre. C'est le cas de Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, coordinatrice de la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK) qui a encore trouvé matière à s'époumoner sans pour autant convaincre. La coordinatrice de la DMK trouve en substance que le pouvoir de Faure Gnassingbé évite au maximum les sujets liés au contentieux électoral de février 2020. Deux ans après sa déconvenue électorale, il est impensable que la DMK à toutes les peines du monde de tourner la page de cette élection présidentielle qui a connu la victoire écrasante



Brigitte Adjamagbo-Johnson

de Faure Gnassingbé. Or, il est de notoriété publique que cette élection appartient à l'histoire. En tant que juriste, nous sommes tombés des nues de constater que, Brigitte Adjamagbo-Johnson feigne ignorer la réalité. Aussi faut-il rappeler qu'à partir du moment où la cour constitutionnelle a tranché en dernier ressort après avoir analysé de fond en comble les

recours, les partis politiques qui ont concouru devraient faire profil bas et se projeter vers l'avenir. Lorsque la DMK par la voix de sa coordinatrice estime que la CNAP n'était pas aussi sérieuse pour susciter sa participation, nous pensons que, quand l'on vous convoque pour une telle rencontre, il faut avoir la force d'écoute avant toute concession. Aujourd'hui, le gouver-

nement est en passe de briser le mythe des partis politiques épars qui ne se résument qu'au président et à ses membres de famille parlant de la charte des partis. En somme, il faut une certaine représentativité d'un parti sur l'échiquier national. Si cette approche est du goût de la DMK, elle trouve néanmoins que le régime fait des simulacres de réformes pour se maintenir davantage au pouvoir. Qu'à cela ne tienne, comment comprendre la position de la DMK qui émet toujours des réserves en ce qui concerne la charte des partis ? Il est clair que les Togolais veulent retrouver les bases saines d'une démocratie avec des réformes structurantes. Et c'est ce que le pouvoir continue de faire avec conviction. A contrario, Mme

Suite à la page 7

RENCONTRE D'ÉCHANGES AVEC LES DIFFÉRENTES STRUCTURES DU PARTI UNIR

Affoh Atcha-Dédji mobilise les troupes à Blitta

Après l'élection présidentielle du 20 février 2020 et les élections locales qui se sont suivies avec la brillante victoire du parti UNIR, les militants de certains partis politiques ont leur yeux tournés vers les régionales.

Ces élections régionales que le Togo organise pour la première fois dans le cadre de sa politique de décentralisation sont d'enjeu capital. "Qui voyage loin ménage sa monture" dit-on souvent.

Le parti UNIR a compris



l'importance que revêtent ces régionales qui se profilent à l'horizon. Ainsi dans le souci de tâter le pouls des militants de sa base, le Vice-président UNIR de la région centrale s'est rendu

dimanche 23 janvier dernier à Blitta où il a échangé avec les différentes structures du parti.

Cet évènement a connu la présence des structures préfectorales (bureau

Préfectoral, MFU, MJU, MSU), des Cadres et des Personnes ressources de Blitta. Cette rencontre d'échanges avec les différentes structures du parti, les personnes ressources et les cadres a été une occasion pour le Vice-président Affoh Atcha-Dédji de mobiliser les troupes pour les élections qui arrivent à grandes enjambées et d'adresser aux militants les remerciements du Président du parti Faure Gnassingbé.

La cérémonie a été solennellement marquée par des interventions de plusieurs personnalités du milieu.

Avant toute chose, l'assistance a observé une minute de silence en mémoire des militants disparus suivie de la prière musulmane. Dans la foulée le Secrétaire Préfectoral a planté le décor en souhaitant la bienvenue au Vice-président et à tous les militants qui ne lésinent sur les moyens pour répondre à l'appel des premiers responsables. Au nom de la population de Blitta, le Maire de la Commune Blitta 1 a présenté les vœux au Vice-président et au Président du Parti, Faure Gnassingbé.

Dans ce registre des interventions, le Coordonnateur M. FEOU

quant à lui a remercié et félicité le Vice-président pour sa disponibilité inébranlable en ce qui concerne les intérêts généraux du parti UNIR.

Dans son intervention, le Vice-président a insisté sur plusieurs aspects que sont l'union, l'entente mutuelle et la cohésion entre les militants. Il a également évoqué les enjeux de l'heure à savoir : les menaces terroristes, les élections régionales et législatives à venir. Pour finir, le militant Affoh Atcha-Dédji a salué et remercié les militants de Blitta pour leur cohésion et le vivre-ensemble qui existe parmi eux. Il les a exhortés à s'aligner derrière Faure Gnassingbé pour les échéances électorales à venir.

Cette rencontre d'échanges a été une occasion pour les militants de débattre sur des sujets d'actualité qui concerne l'évolution du parti UNIR et d'apporter des contributions pour l'émergence de leur formation politique. C'est dans une ambiance de joie, de gaieté et de convivialité que les militants ont clos cette rencontre avec l'espoir de se retrouver dans le cadre de la mobilisation pour des échéances futures.

Rappelons que cette rencontre a mobilisé plusieurs personnalités locales à l'instar du Préfet de Blitta, des Députés à l'Assemblée Nationale, du SG de la Préfecture, du Commissaire de la ville de Blitta, et des Chefs service avec l'ambiance assurée par les forces de l'ordre.

KADI

AMÉLIORATION DU TRANSPORT ROUTIER URBAIN

22 bus neufs réceptionnés par la SOTRAL

La Société des Transports de Lomé (SOTRAL) a réceptionné mardi 25 janvier 2022 à Lomé vingt-deux (22) bus de marque SUB tous venus de la Biélorussie pour un coût total de 2 millions 276 mille dollars soit 1 milliard 138 millions FCFA, ceci pour améliorer la qualité du transport de ladite société dans le grand Lomé en présence de Affoh ATCHA-DEDJI, ministre des transports routiers, aériens et ferroviaires.

Les bus réceptionnés sont en adéquation avec les caractéristiques du réseau viaire du Grand Lomé et accompagnés d'un conteneur de pièces de rechanges pour leur maintenance, l'ou-



tillage des équipements. Un programme de formation avec une assistance technique biélorusse sur six mois seront assurés aux techniciens locaux.

Pour le Ministre des Transports routiers, aériens et ferroviaires, Affoh Atcha-

Dedji, " Cette opération s'inscrit dans une dynamique de facilitation de la mobilité des populations du Grand Lomé et de la lutte contre l'insécurité routière témoignant de la volonté du Chef de l'Etat de promouvoir les transports urbains par autobus afin de satisfaire les besoins et souhaits de déplacement sans cesse croissant des populations "

Dans sa politique en vue de l'émergence du Togo à l'horizon 2030, le gouvernement s'engage à faire du secteur du transport une part importante à travers sa contribution au Produit Intérieur Brut (PIB).

" Ces 22 bus vont nous permettre de renforcer l'effectif du parc de la



Suite à la page 7

Le DIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

Rédaction : Kadi, Appolinaire, Junior AGBÉ	Imprimerie : Sans Dieu Rien (SDR) Tirage : 1.500 exemplaires
--	---

DISTRIBUTION DE CASH À 2 000 MÉNAGES VICTIMES DES INONDATIONS AU TOGO :

Le PAM lance les opérations dans la Maritime, Kara et Savanes

Dans le cadre de l'exécution de son Plan Stratégique Provisoire de Pays (PSPP 2021-2022), le bureau pays du Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Togo accompagne le gouvernement dans l'opérationnalisation des programmes de protection sociale, notamment dans les situations d'urgence et d'interventions en réponse aux chocs, dans le but d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de base des populations les plus vulnérables. A cet effet, un lancement officiel a été effectué le mardi 25 janvier 2022 à Atchamé dans la préfecture des Lacs en présence du Général Yark, ministre de la sécurité et de la protection civile.



La table officielle lors du lancement à Atchamé

tonnes de produits alimentaires et nutritifs composés de maïs, niébé, huile végétale fortifiée, sel iodé et farine enrichie à l'endroit de 10,000 personnes sinistrées (soit 2 000 ménages) dans 12 préfectures des régions Maritime, Kara et Savanes lourdement affectées par les inondations.

Sensible à la situation de

Les opérations de distribution de cash sont mises en œuvre du 24 au 29 Janvier 2022 sur 22 sites dans les 3 régions de la Maritime, Kara, et Savanes par l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC), partenaire coopérant du PAM et par la Poste, sélectionnée comme prestataire de service.

Dans la mise en œuvre de son assistance d'urgence aux



Les bénéficiaires de cash

victimes des inondations, en 2021 le PAM aura mobilisé au total 347 millions de CFA, soit 599 400 USD, dont 130 millions CFA pour le transfert monétaire distribué par la Poste avec l'appui de l'ANPC et 217 millions de CFA pour la distribution des vivres achetés localement auprès de l'ANSAT.

Lors de la cérémonie officielle du 25 janvier, le Ministre de la sécurité et de

la protection civile a exprimé au nom du Gouvernement et des communautés vulnérables du Togo, sa reconnaissance au PAM pour le soutien continu apporté à la paix et la cohésion sociale au Togo, définies comme priorités dans la Feuille de Route Gouvernementale " Togo 2025 ".

La Rédaction



Remise symbolique par le ministre Yark Damehame

Chaque année, le Togo est affecté par des chocs climatiques, notamment les inondations dues aux pluies torrentielles accompagnées de vents violents qui causent de graves préjudices comme la destruction des champs et cultures, la perte des récoltes et du bétail, et des dégâts matériels sur les habitations et les infrastructures de base qui ont un impact significatif sur les moyens de subsistance des populations locales.

Suite à la sollicitation du gouvernement togolais, en novembre 2021, le PAM en collaboration avec l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) sous la tutelle du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, avait distribué 507

vulnérabilité persistante de ces populations, le PAM a décidé d'apporter une assistance supplémentaire aux ménages qui avaient bénéficié de la distribution de denrées alimentaires et produits nutritionnels à travers un transfert monétaire de 60 065 CFA à chaque ménage.

Cette distribution de cash leur permettra d'acheter les produits alimentaires de leur choix sur les marchés locaux afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et de renforcer leur résilience aux chocs' a déclaré Aboubacar KOISHA, Représentant Résident du PAM au Togo, lors de la cérémonie de lancement des opérations qui s'est déroulée le mardi 25 janvier à Atchame.



Communiqué du Secrétariat Exécutif du Conseil de l'Entente

Le Secrétariat Exécutif du Conseil de l'Entente est vivement préoccupé par la remise en cause de l'ordre constitutionnel au Burkina Faso, pays membre du Conseil de l'Entente.

Le Secrétariat Exécutif du Conseil de l'Entente réaffirme son attachement aux valeurs consacrées par la Charte du Conseil de l'Entente de décembre 2011, à savoir :

- l'État de droit ;
- la démocratie et la bonne gouvernance ;
- la préservation de la paix et de la sécurité.

Le Secrétariat Exécutif du Conseil de l'Entente condamne avec la plus grande fermeté la prise de pouvoir par la force.

Le Secrétariat Exécutif du Conseil de l'Entente accorde une attention particulière à la préservation de l'intégrité physique et morale du Président Roch Marc Christian KABORE, des responsables des autres Institutions de la République, des membres du Gouvernement, ainsi que de leurs familles.

Fait à Abidjan, le 24 janvier 2022

Le Secrétariat Exécutif

SOINS GRATUITS AU PROFIT DE TROIS CENTS ENFANTS À DJAKPLÉMÉ (Vo) : AIMES-AFRIQUE s'y engage avec son projet " AMZA "

A Djakplémé, localité située à une quarantaine de kilomètres de Lomé dans le Vo, la vulnérabilité a fait que la population a du mal à se procurer des soins de qualité et d'envoyer leurs enfants dans les hôpitaux. Un souci qui fait augmenter le risque de mortalité infantile dans le milieu.

Pour apporter une solution à cette situation, AIMES-AFRIQUE à travers sa vision sociale et de bonne santé, a permis à plus de trois cents enfants de bénéficier des soins de santé gratuits grâce au projet dénommé " AMZA ". Ces enfants, ont été consultés le samedi 22 janvier 2022 par des médecins pédiatres au dispensaire AMZA après



une séance de déparasitage. Le projet AMZA a pour objectif de prendre en charge les enfants souffrants des pathologies chirurgicales. C'est un projet qui intervient suite au décès d'un enfant qui a été transporté tardivement dans un centre d'hôpital situé au centre du pays.

Pour AIMES-AFRIQUE, l'urgence aujourd'hui, c'est d'aller vers les populations des milieux reculés et de leur faire soigner à temps. Ainsi avec le projet AMZA, le Président Fondateur de AIMES-AFRIQUE fait comprendre que ce projet a deux volets à savoir : la sensibilisation

et la prise en charge. En premier lieu, ce projet leur permettra d'aller faire une campagne nationale pour alerter l'opinion sur le cas des enfants souffrant des pathologies chirurgicales et en second lieu, de recenser les cas chirurgicaux et les opérer. Avec ce projet, AIMES-AFRIQUE ambi-

tionne d'opérer à terme plus de 1.000 enfants de paysans et de soigner 10.000 patients de 03 mois à 15 ans en zones rurales au Togo. A travers ce projet, Mensah, père d'un garçon de 4 ans, n'a pas manqué de remercier AIMES-AFRIQUE pour sa noble mission qui a permis de prendre correctement en charge son enfant qui souvent à l'habitude de tomber malade. Rappelons qu'en plus de la construction d'un dispensaire moderne, AIMES-AFRIQUE a décidé d'étendre le projet dénommé " AMZA " à tout le village et de mettre à leur disposition, des pédiatres qui prendront en charge tous les enfants souffrants de pathologie chirurgicale.

Elom

SIGNATURE D'ACCORD ENTRE LE MINISTÈRE DES SPORTS ET PLAN INTERNATIONAL TOGO :

Un partenariat pour promouvoir le sport féminin

Chaque année à la date du 24 janvier, le monde entier célèbre la Journée internationale du sport féminin. Pour la circonstance, l'évènement a été marqué à Lomé par la signature d'un accord de partenariat entre le ministère des sports et des loisirs et Plan International Togo. C'est un accord qui renforce la promotion du sport féminin au Togo.

La vision des deux parties, c'est de fournir un cadre de référence et de collaboration pour améliorer la mobilisation des acteurs et des ressources pour la promotion des droits et du leadership de la fille et de la jeune femme au Togo. Ceci se fera à travers la pratique du sport, notamment du football. C'est un partenariat qui s'articule autour des points clés ci-après : la promotion de



Echange de documents après la signature d'accord

l'égalité de genre, l'émancipation des filles et l'exercice des activités sportives régulières dans un environnement sécurisé ; la promotion et l'accompagnement des activités sportives pour tous, y compris le football féminin ; le renforcement des capacités des filles, des jeunes femmes et des autres acteurs en matière de pratique du football féminin et des compétences de vie ; le renforcement et le développe-

ment des initiatives de plaidoyer de promotion des droits et du leadership des filles en collaboration avec les autres partenaires enfin de lutter contre toutes les formes de violences, notamment sexuelles sur les acteurs féminins participants à la mise en œuvre des projets initiés.

Il faut dire que ce partenariat, couvrira une période de 5 ans. Pour la circonstance, Mme Awa Faly BA Représentante

Résidente de Plan International Togo a souhaité que les filles puissent gagner sur le terrain du sport mais aussi en termes d'autonomie de leadership et d'une citoyenneté affirmée.

Pour elle, cet accord de partenariat va leur permettre de mieux collaborer avec le ministère des sports et des loisirs, de mobiliser ensemble les ressources et de lancer des programmes innovants qui vont contribuer à la promotion du sport féminin au Togo.

Mme BESSI-KAMA Lidi ministre des sports

et des loisirs a de son côté, salué la démarche de Plan International Togo qui vient à point nommé. C'est le lieu pour elle de remercier Plan International Togo pour son implication dans la lutte décisive de construction du leadership féminin. En ce qui concerne la journée du 24 janvier, elle a promis son engagement afin que cette date soit mise à contribution pour qu'ensemble, ils puissent arriver à réfléchir sur le développement de la pratique du sport féminin.

Kodjovi



TRAFFIC D'ESPÈCES PROTÉGÉES :

Trois trafiquants de 41 perroquets gris à queue rouge condamnés

Trois trafiquants de quarante-un perroquet gris à queue rouge, espèce entièrement protégée, ont été condamnés le 17 janvier 2022, par le tribunal de Première Instance de Lomé, pour flagrant délit de détention, de circulation et de commercialisation illégale d'espèce faunique en voie d'extinction.



Sur les trois trafiquants de perroquets gris à queue rouge reconnus coupables des faits à eux reprochés, NENGI Boro Innocent Denis a été condamné à vingt-quatre mois d'emprisonnement ferme avec un millions de francs CFA d'amende dont cinq cent mille francs de sursis.

KPADE Yao et BARRIGA THÉODOS ont été condamnés chacun à douze mois d'emprisonnement avec six mois de sursis et à payer chacun une amende d'un million de francs dont cinq cent mille francs de sursis.

Une décision obtenue grâce au soutien du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo, projet spécialisé dans la lutte

contre le trafic international d'espèces sauvages protégées.

Au Togo, le perroquet gris est très rare. Mais le pays constitue un pôle de transit et de commercialisation illicite de l'espèce. Pourtant, le nouveau code pénal dans son volet environnement renforce la protection de la faune et la flore. L'article 761 de ce code dispose : " La destruction et la commercialisation, directe ou indirecte, sans droit d'espèces animales ou végétales protégées en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et des conventions internationales auxquelles la République du Togo est partie est punie d'une peine d'un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million à cinquante millions sans préjudice de toute autre

disposition du présent code ".

Et, l'article 796 de ce même code exprime : " Quiconque fait circuler, vend, importe, exporte ou fait transiter les animaux sauvages, vivants, des trophées sans autorisation est puni d'une peine d'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs CFA ou de l'une de ces deux peines "

Cette sanction démontre une vraie prise de conscience de la gravité des faits par le tribunal de première instance de Lomé. Le perroquet gris à queue rouge qui peut imiter une grande variété de sons qu'il entend se retrouve en Afrique équatoriale, notamment au Cameroun, au Nigéria, au Ghana, au Congo, au Gabon, en Angola, au Kenya, en Ouganda et en Côte

d'Ivoire. Et, il a été inscrit sur la liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) en raison de la chute drastique de sa population. Ainsi, le commerce de cette espèce est donc interdit par la CITES.

Rappelons que l'opération

d'arrestation a été menée par les agents de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et du Blanchiment (OCR-TIDB) et le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo.

(EAGLE-Togo)

AMÉLIORATION DU TRANSPORT ROUTIER URBAIN

22 bus neufs réceptionnés par la SOTRAL

Suite de la page 4

SOTRAL. Ces bus vont servir à renforcer le réseau actuel.

Nous avons deux réseaux en un pour 10 lignes dédiées au transport des concitoyens à Lomé et 10 lignes dédiées au transport des étudiants. La fréquence du temps d'un bus à un même arrêt est aujourd'hui de l'heure où de la demi-heure. Nous voulons passer à 20 minutes sur le réseau ordinaire et ensuite renforcer le transport des étudiants sur les deux campus.

Après cela, nous comptons ouvrir des lignes supplémentaires notamment la ligne Légbassito pour les étudiants et puis sur le réseau ordinaire, ouvrir la ligne de Togo 2000 supprimée entre temps par manque de bus et la ligne de Kégué ", a déclaré Michel TINDANO, Directeur Général de la SOTRAL.

S'exprimant au nom de ses collègues, Agbogbé Joelle Priskila Abra étudiante à l'Université de

Lomé a laissé entendre, " c'est une immense joie pour nous de prendre la parole à cette tribune au nom des étudiants de l'Université de Lomé, à l'occasion de la cérémonie de réception officielle des 22 nouveaux bus, pour témoigner notre entière reconnaissance à son excellence le président de la République pour sa politique et sa vision à l'endroit de la jeunesse togolaise en général et des étudiants en particulier. Je témoigne ma satisfaction pour la réception de ces nouveaux bus qui seront mis à la disposition des étudiants ce qui vont permettre de renforcer le réseau de transfert de l'Université ".

La SOTRAL compte de nos jours plus de 90 bus. Ainsi, dans le souci de faire de cette société une référence, moderne, un acteur majeur des transports interurbains d'ici 2025, 150 nouveaux bus viendront renforcer le parc de ladite société.

KADI

CPC, RÉFORMES POLITIQUES ET CONTENTIEUX ÉLECTORAL

Quand Brigitte Adjamagbo-Johnson verse dans la diversion

Suite de la page 3

Adjamagbo parle de la création de certains partis qui ont reçu l'onction du pouvoir qui se sert de ceux-ci comme levier.

Toutes ces exigences de la DMK devraient être débattues à la CNAP mais cette entité politique a décliné l'invitation qui lui est adressée. Comment la DMK compte elle s'y prendre si elle adopte la politique de chaise vide?

Les absents ont toujours tort et la réunion du CPC s'est tenue le 21 janvier sans la présence de la DMK.

Outre sa sempiternelle réclamation biscornue sur le contentieux électoral de février 2020, la DMK parle des questions sociales et économiques et la libération de certains détenus qu'elle qualifie de détenus politiques.

Pour Adjamagbo, la

question du retour des exilés politiques au Togo comme Agbeyome Kodjo et Tikpi Atchadam se pose avec acuité. Pourquoi ne pas répondre à l'invitation du ministre Payadowa Boukpassi pour en débattre? C'est à croire que la DMK, à la recherche de crédibilité fait la diversion.

SEBABI TALATA





CALENDRIER FISCAL 2022

Au plus tard le 31 janvier 2022

- Déclaration et paiement du 1^{er} acompte provisionnel IS/IR/TPU
- Déclaration et paiement du 1^{er} acompte provisionnel de la patente
- Déclaration et paiement de la TPU-TR (ancien IRTR) 4^e trimestre (2021)
- Déclaration Annuelle des Salaires (DAS)

31
Janvier

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201



779,8 milliards de FCFA mobilisés en 2021
grâce à vous. L'OTR vous remercie pour
votre contribution

Evolution des recettes de 2020 à 2021

655,2 Md
2020

779,8 Md
2021

779,8 milliards mobilisés en 2021 soit une hausse de 19% par rapport à 2020

Ensemble faisons avancer notre pays
et contribuons à l'équilibre social

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201